



Cahiers de recherches médiévales et humanistes

Journal of medieval and humanistic studies
2008

Ch. Raynaud (dir.) *Villes en guerre (XIVe-XVe siècles)*

Vincent Challet



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/crm/10272>

ISSN : 2273-0893

Éditeur

Classiques Garnier

Référence électronique

Vincent Challet, « Ch. Raynaud (dir.) *Villes en guerre (XIVe-XVe siècles)* », *Cahiers de recherches médiévales et humanistes* [En ligne], 2008, mis en ligne le 07 octobre 2008, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/crm/10272>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Cahiers de recherches médiévales et humanistes

Ch. Raynaud (dir.) *Villes en guerre* (XIV^e-XV^e siècles)

Vincent Challet

RÉFÉRENCE

Ch. Raynaud dir., *Villes en guerre (XIV^e-XV^e siècles)*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, Coll. « Le temps de l'histoire », 2008, 247p.
ISBN 978-2-85399-691-4

- 1 Publication des actes d'un colloque tenu à Aix-en-Provence en 2006, cet ouvrage se proposait de placer au centre de sa réflexion la vie quotidienne des citadins en temps de guerre à travers une analyse croisée de sources d'archives et de chroniques tout en s'en tenant aux deux derniers siècles du Moyen Âge. Le choix de cette période s'avère judicieux puisqu'il s'agit d'un état de guerre quasi permanent qui fait dire à Pierre Monnet dans son excellente contribution consacrée aux cités de l'Empire que « la guerre fait partie intégrante du phénomène urbain au Moyen Âge » (p. 185). Pour tenter de reprendre à nouveaux frais un champ déjà si parcouru par l'historiographie, il avait été décidé de centrer la réflexion sur trois thèmes préalablement établis : la préparation des villes à l'état de guerre (munitions, intendances, réparations des fortifications, organisation du service de guet et de garde,...), la vie quotidienne des citadins en temps de guerre et enfin la mémoire de la guerre, enjeu politique majeur pour les villes comme pour les princes. Si les thèmes sont incontestablement séduisants, le problème est néanmoins que chacun d'entre eux aurait mérité un colloque à part entière et que seules des chroniques véritablement urbaines trouvent à s'insérer au sein de tels axes de recherche. Celles de Froissart commentées ici par Peter Ainsworth peinent à se glisser dans un tel schéma ne serait-ce que parce que Froissart préfère délecter son public des récits — on devrait sans doute dire des « gasconnades » — recueillis de la bouche du Bascot de Mauléon ou du Bourc de Caupène plutôt que de se pencher sur le sort des victimes des routiers béarnais. De même, les chroniques florentines de Matteo Villani ou de Donato Velluti, sollicitées par Colette Gros-Collomp pour aborder la guerre entre Florence et Pise

dans les années 1360 n'éclairent guère que les aspects diplomatiques et les péripéties militaires d'un conflit qui fut d'abord économique avant que d'être guerrier. Et l'on pourrait en dire autant de la *Chronique dite des Cordeliers* dont Christiane Raynaud avoue qu'elle « ne permet pas en particulier de se faire une idée de [la] vie quotidienne [des villes flamandes] en temps de guerre, ni même de saisir la logique des événements dans lesquelles elles sont impliquées » (p. 159).

- 2 Sans véritable surprise, les contributions les plus réussies sont donc à rechercher du côté de ceux qui ont su faire leur miel des très riches archives urbaines et qui ont su, à juste escient, centrer leur propos soit sur un épisode particulier d'un conflit plus ample, soit sur un aspect particulier de la défense urbaine. Manuel Sanchez Martinez s'est ainsi intéressé à l'entrée dans le royaume d'Aragon en 1365 des Grandes Compagnies commandées par Bertrand Du Guesclin, Hugh Calveley et le maréchal d'Audrehem. Bien qu'elles aient été appelées par le souverain aragonais lui-même, Pierre le Cérémonieux, leur arrivée fut précédée d'un certain nombre de mesures très strictes visant à limiter les dégâts que pouvait occasionner leur passage. Le roi délivra des ordres très stricts concernant l'itinéraire à suivre, le ravitaillement à fournir à des prix bien en dessous de ceux du marché, la mise en défense des villes, bourgs et localités ou encore l'obligation pour tous les habitants de se réfugier avec leurs biens à l'intérieur des enceintes. Ce qui n'empêcha nullement la multiplication des pillages perpétrés par ces compagnies. Ainsi, cette expédition eût dans le royaume d'Aragon des effets « sur l'économie, les structures sociales, la politique ou les mentalités » (p. 59), lesquels dépassent largement le cadre de ce seul épisode. L'impact de la guerre en Catalogne est également abordé par un autre biais, celui de la guerre civile qui eut lieu entre 1462 et 1472 lorsque la plupart des villes entrèrent en rébellion contre le roi Jean II. Pere Verdès montre alors les dissensions qui se produisirent au sein de la société urbaine, les autorités développant une propagande fondée sur la défense de la *Res Publica* tout en adoptant des mesures de répression contre les partisans du roi (destitution des officiers royaux, expulsions, confiscation de biens). Là encore, les effets de la guerre sont tels que la société catalane toute entière entre dans « une crise profonde, dont elle ne se relève qu'au terme de plusieurs décennies » (p. 184). Philippe Jansen, lui, a préféré se pencher sur la nécessaire et difficile cohabitation entre citadins et hommes de guerre dans ces Marches qu'il connaît si merveilleusement bien. Il note qu'aux XIV^e et XV^e siècles, si la guerre s'éloigne des villes, elle y impose néanmoins sa présence à la fois par le logement des gens d'armes et par une pression financière accrue. Certes, « la guerre des *condotte* est régulée ; elle n'est pas un chaos » (p. 66), mais ses conséquences sur la vie des citadins n'en sont pas moins réelles. Le recours au système de la *condotta* et l'interruption des opérations militaires pendant la trêve hivernale transforment en effet les villes en autant de séjours de garnison, avant que les soldats ne repartent en campagne. La présence d'une telle soldatesque dans les murs des villes marchésanes impose alors une coexistence des citadins et des hommes d'armes jusque dans les mêmes logements, ce qui ne va pas sans provoquer des conflits dont les femmes sont parfois les premières victimes. Surtout, et de façon plus durable, par le ravitaillement pour les hommes et les bêtes qu'elle impose, elle perturbe gravement le marché des céréales et va jusqu'à provoquer des disettes. Le tableau reste néanmoins nuancé, puisque Philippe Jansen note que seule une très faible proportion des soldats cantonnés dans les villes furent impliqués dans des affaires de violence, que la guerre n'est jamais un état de chaos mais qu'elle s'insère au contraire dans un cadre juridique précis et que les Marches ne connurent jamais de politique de la terre brûlée, l'intérêt

même des *condottieri* étant d'exploiter efficacement une terre riche en blés. Au-delà des péripéties militaires des deux sièges que le Palais des Papes d'Avignon subit à l'époque de Benoît XIII, c'est aussi la façon dont une ville mobilise les énergies de ses citoyens et les tensions internes que suscite une telle situation que décrit Germain Butaud. Un siège qui eut aussi de graves répercussions économiques puisqu'il porta une grave atteinte aux affaires commerciales des Avignonnais et que la ville mit près d'un siècle à rembourser les emprunts contractés pour faire face aux frais d'une telle opération. Plus encore que le Comtat-Venaissin, le royaume de France et la Provence furent touchés entre 1350 et 1450 environ par un état de guerre permanent. Si, bien curieusement, aucune communication ne concerne les villes françaises alors que l'on sait qu'elles furent sans doute celles qui eurent le plus à souffrir de l'état de guerre, la Provence n'est en revanche pas absente des débats et Louis Stouff démontre parfaitement, pour le cas d'Arles, l'omniprésence de la guerre pendant près d'un siècle. Sa conclusion qu'auraient pu faire leur tous les auteurs vaut d'être citée : « Tous les aspects de la vie des Arlésiens sont touchés par la guerre, pendant de très longues périodes du bas Moyen Âge, la guerre est un élément de leur vie quotidienne » (p. 136).

- 3 Enfin, l'article de Pierre Monnet — que l'éditrice a fort bien fait de placer en fin de volume — tant il peut faire office de conclusion embrasse brillamment la quasi-totalité des thèmes évoqués et en fait la synthèse à travers l'évocation de quelques cités de l'Empire. L'idéologie de la ville en tant qu'espace de paix mais se constituant par la guerre qui est à l'origine du pacte communal y est ainsi abordée, de même que le rôle de la muraille qui est loin d'être seulement défensif mais permet aussi un contrôle des hommes de l'espace ou l'organisation de la milice urbaine tant dans son recrutement que dans sa direction. Les exemples chiffrés permettent de se faire une idée de la capacité de ces villes à mettre sur le pied de guerre leurs citoyens : Cologne peut ainsi aligner jusqu'à 2 000 hommes pour 35 000 habitants, Nuremberg jusqu'à 3 000 pour 40 000 habitants. Estimations que l'on peut mettre en regard avec celles livrées par Philippe Jansen qui évalue — certes dans un autre contexte — à 50 ou 60 hommes d'armes l'effectif nécessaire pour défendre une ville de 5 000 habitants (p. 68). Pierre Monnet termine sa belle contribution par une évocation de la mémoire urbaine et de ces chroniques qui entrecroisent conscience lignagère, souvenirs individuels et mémoire civique : la guerre y est perçue comme une menace pour la cohésion et la culture de la cité et le souvenir de ce danger se perpétue en milieu urbain, notamment à travers des commémorations de batailles, comme c'est d'ailleurs le cas en Arles où l'entrée des Tuchins dans la ville est rappelée chaque année par une procession.
- 4 Au final si l'ouvrage manque un peu d'unité et reprend souvent des problématiques déjà abordées ailleurs — ainsi, la contribution de Louis Stouff reprend-elle des séquences de sa thèse parue en 1986 —, il n'en reste pas moins fort intéressant par la qualité et la densité de la plupart de ses contributions. Et s'il est une voie à suivre, c'est sans doute celle du rapport complexe qu'entretiennent les citadins avec les armes, esquissée par Pierre Monnet à la fin de son article et rappelée aussi par Philippe Jansen. Alors que le service armé était à l'origine un droit constitutif de la commune, il devient à la fin du Moyen Âge une lourde obligation à laquelle bien des citadins cherchent à échapper et qu'ils rechignent à accomplir en personne. Cette tendance qui s'accompagne d'une professionnalisation accrue de la guerre conduit à un désarmement progressif des citadins, contraints dès lors de s'en remettre à d'autres pour assurer leur défense avec tous les problèmes de cohabitation, de fiscalité et de contrôle de ces mercenaires qu'une

telle situation entraîne. Mais cet abandon de la conduite de la guerre par les autorités urbaines s'accompagne également d'une perte d'autonomie de la plupart des villes, signe *a contrario* que la guerre était bien un élément constitutif de la société urbaine. Lorsque la maîtrise de la force armée passe dans les mains de princes ou de *condottieri*, c'est alors bien souvent la commune elle-même qui est en danger.